



PLFSS 2025

Déclaration de la Délégation CGT au Conseil de la CNAM

17 octobre 2024

Depuis sa création, la Sécurité Sociale a permis de garantir un droit fondamental et universel et a pour ambition d'assurer une réponse collective aux besoins et ce, uniquement dans un contexte public, sans intrusion ni de l'Etat ni du Marché.

Même face aux attaques qu'elle subit depuis sa création, elle demeure la principale institution de réponses aux besoins sociaux.

C'est un modèle de protection jamais vu qui tient debout et fait ses preuves y compris dans des périodes historiques de pandémie, confère le Covid.

Elle est le symbole d'une société moderne, juste et solidaire.

En réaffirmant ces fondements de solidarité, la CGT défend un modèle où chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins, garantissant une société plus juste et protectrice pour toutes et tous.

Or, outre le fait que la CGT a toujours rejeté toute contractualisation avec l'Etat, considérant que l'Histoire consistait à laisser la gestion et la gouvernance par les travailleurs eux-mêmes, l'objectif fondamental du PLFSS c'est la maîtrise des dépenses, y compris pour les victimes du travail et la prévention des risques professionnels.

Nous ne reprendrons pas ici les différentes mesures de ce PLFSS, ni l'ensemble des sujets liés aux autres branches, et nous nous limiterons à l'Assurance Maladie. **En effet, cette année plus que jamais, nous alertons sur le fonds politique et la destruction de notre modèle égalitaire, fondement d'une mission de service public.**

Ainsi, l'ONDAM inscrit au PLFSS prévoit un taux de croissance de 2.8%, alors que la dynamique naturelle des dépenses nécessiterait plus de 6%.

Augmentation du Ticket Modérateur sur les soins courants dentaires l'an passé (de 30 à 40%) et cette année, même augmentation pour les consultations médicales généralistes et sage femmes : au-delà de l'aspect financier, cette mesure extrêmement grave masque la violence de l'atteinte à notre modèle de protection sociale.

Moins la Sécurité Sociale intervient, plus ce sont les organismes complémentaires qui le font Or, ces dernières ne sont plus nécessairement des organismes d'économie sociale au service de ses sociétaires **mais des assurances privées lucratives capitalistes (Axa, etc)**

Qu'est-ce que cela signifie en termes de modèle économique ? Un glissement continu de la Sécurité Sociale dite universelle et d'une véritable mission de service public (ouverte à tous les assurés, sans conditions de ressources) à un système privé nécessitant d'avoir de quoi payer la dite assurance privée.

C'est exactement ce qui se passe aux États Unis, dans le libéralisme le plus débridé où l'argent vaut plus que l'humain et sa santé, et où l'accès aux soins varie selon les moyens.

Ça n'est pas acceptable.

De fait, et très concrètement, la différence sera compensée (en principe?) par les complémentaires moyennant des hausses de cotisations évidemment. Ces dernières joueront comme elles le font déjà sur plusieurs grilles de remboursement, avec des cotisations de plus en plus élevées, « à la carte », et pratiquement inaccessibles pour des ménages modestes, et/ou les personnes retraitées.

Ceci exclura dès 2025 toute une partie de la population.

S'agissant de la baisse du plafond de référence des IJ, Cette mesure aura un impact fort sur les salariés non couverts par des accords de prévoyance et qui ne bénéficient donc pas d'une subrogation ou d'un maintien de salaire total ou partiel, notamment les salariés des petites entreprises, l'ensemble des travailleurs indépendants, en contrats courts, ou intérimaires. Cette mesure fera aussi augmenter le coût des contrats de prévoyance et surtout engagera un renoncement aux soins par manque de moyen de la part des assurés-es.

C'est pourquoi, nous appelons l'attention du Conseil aujourd'hui et continuerons de le faire avec les assurés: notre priorité n'est pas d'évaluer telle ou telle micro mesure de prévention, mais **de condamner solennellement cette dérive insidieuse du champ public vers le privé. Est-ce là le modèle de société que nous souhaitons pour nous-mêmes, nos proches, nos enfants, nos petits enfants ?**

Nous rajouterons que la financiarisation de tout un pan de la Santé, exemple les groupes de laboratoire, rejoint cette tendance gravissime à considérer la santé et l'accès aux soins comme un Marché capitaliste, régi par une demande liée aux besoins basiques, mais hélas une offre uniquement fondée sur des intérêts particuliers de quelques-uns.

Pour toutes ces raisons, et comme chaque année, la CGT votera contre ce PLFSS 2025.

Montreuil, 17 octobre 2024.